

Pendant ce temps là, l'horreur au quotidien en Palestine occupée

Des colons assassinent un paysan palestinien près de Naplouse, 30 novembre 2017 . Un paysan palestinien qui travaillait son champ a été mortellement touché jeudi par les tirs d'un colon juif à Qusra, au sud de Naplouse, en Cisjordanie occupée, rapporte l'agence Ma'an.



Une vingtaine de colons, dont des enfants et adolescents, sortis de « l'avant-poste » de Yash Kod, ont effectué un raid sur les terres des Palestiniens et ont attaqué Mahmoud Ahmad Zaal Odeh, 48 ans, le tuant d'une balle en pleine poitrine.

Selon les témoignages recueillis par Ma'an, Odeh tentait de s'opposer à l'incursion des colons sur son champ lorsqu'il a été abattu. Un autre fermier palestinien, Fayez Fathi Hassan, 47 ans, a été blessé à une jambe par les tirs de ces terroristes.

Les militaires, arrivés sur les lieux pour prêter main forte aux assaillants, ont arrêté le fils de la victime, et ils ont emporté le corps de celle-ci, qui n'avait pas été restitué à la famille jeudi soir.

2 novembre 2017 Les colons d'Hébron attaquent les Palestiniens à coups de pierres et de grenades assourdissantes.

Les attaques sur les habitants d'Hébron se poursuivent chaque jour. Ce week-end, des dizaines de colons ont attaqué la maison de Kayid Mansour al-Jaabari, sous la protection de l'armée d'occupation.



(Photo courtesy of Christian Peacemakers Team)

A coups de pierres et de grenades assourdissantes, ils ont attaqué cette maison du centre ville, qui est proche de la colonie illégale de Kiryat Arba,

Pour rappel, quelque 800 colons connus pour leur agressivité régissent la vie de plus de 30.000 habitants palestiniens de la ville d'Hébron. Protégés par plusieurs milliers de soldats, qui ont installé une vingtaine de checkpoints dans la ville, bloquant l'accès à de nombreuses rues pour les Palestiniens, ils font la loi. C'est à dire qu'ils se moquent en fait de la loi, du droit, humain ou international, car les Palestiniens ne sont pas des humains, comme ils aiment à le répéter.

Jérusalem : des émeutiers juifs saccagent le quartier musulman. 12 octobre 2017

Plusieurs centaines d'émeutiers, 400 selon le quotidien Haaretz, ont saccagé dans la nuit de mercredi à jeudi le quartier musulman de la Vieille Ville, détruisant des commerces et blessant plusieurs Palestiniens, tandis que la police israélienne laissait faire.

Pendant plusieurs heures, la meute, prétextant la « célébration » de la fête religieuse juive de Souccot, et hurlant ses habituels slogans de « mort aux Arabes », s'est attaquée aux rideaux de fer heureusement abaissés des commerces, avant de détruire plusieurs véhicules de Palestiniens à l'extérieur de la Vieille Ville.

La police israélienne, omniprésente quand il s'agit de réprimer la population palestinienne, n'avait déployé qu'une petite vingtaine d'agents, qui n'ont procédé à aucune arrestation.

« J'ai entendu des hurlements et des coups portés sur les portes des maisons et des magasins ; on y est habitués, parce que c'est toujours la même chose lors des fêtes juives », commente dans le Haaretz, désabusé, Louis Zorba, un habitant du quartier musulman.

« J'ai dit aux policiers que s'il s'était agi d'une manifestation palestinienne, ils auraient envoyé immédiatement des renforts, et utilisé une abondance de gaz lacrymogènes et autres grenades assourdissantes. Mais là, rien du tout », ajoute-il.

L'ONG Ir Amim (« Cité des Nations »), qui milite pour une Jérusalem capitale de deux Etats, Israël et Palestine, a dénoncé de son côté le communiqué mensonger de la police israélienne, qui a évoqué jeudi matin « une bagarre entre groupes de jeunes », contrairement à l'évidence des faits ! Jeudi matin, l'armée israélienne a parallèlement bouclé le quartier palestinien de Silwan, pour permettre à des colons d'aller investir l'Esplanade des Mosquées.

Enfin, depuis 10 jours et jusqu'à vendredi soir, la Cisjordanie subit un bouclage total de la part de l'occupant, aucune entrée dans Jérusalem n'étant permise à la population palestinienne.

Source : <https://www.haaretz.com/israel-news/.premium-1.816890>

Voici l'humiliation que Netanyahu et son régime font subir à des milliers de Palestiniens chaque jour, en toute illégalité.

Voici l'humiliation que Netanyahu et son régime font subir à des milliers de Palestiniens chaque jour, en toute illégalité.



Photo prise ce 24 novembre 2017 (MaanImages/ Nasser Lahham)

Chaque jour à l'aube doivent endurer une attente interminable, des heures de queue dans des conditions épouvantables pour passer de Cisjordanie occupée à Jérusalem annexée.

Ils doivent passer les touniquets, se soumettre aux détecteurs de métaux, montrer leurs papiers et leur permis de travail aux soldats israéliens avant de se rendre à leur travail. Cela peut durer des heures dans le froid de l'hiver pour ces travailleurs palestiniens, majoritairement employés dans le bâtiments, avec des salaires inférieurs à ceux des israéliens et dans sécurité, n le moindre bénéfice social..

Le Checkpoint 300 a été construit en 2005 et il pénètre sur 2 Km du côté palestinien de la Ligne Verte, en toute illégalité, comme l'a jugé la Cour Internationale de la Haye. C'est HP (Hewlett Packard) qui fournit à Israel des logiciels pour mieux contrôler et réprimer les Palestiniens à ces checkpoints qui, en plus des routes réservées aux colons et autres obstacles à la liberté de circuler sur son propre territoire pour les Palestiniens.

Pourquoi l'huile d'olive palestinienne est introuvable ou chère

Vol de la récolte des olives par les colons dans les régions de Naplouse et de Ramallah. *Ceci s'est passé ce dimanche 15 octobre.* Rien que ce dimanche, les colons des colonies avoisinantes illégales ont fait main basse de la récolte d'olives d'une centaine d'oliviers palestiniens en Cisjordanie occupée, parfois en présence de l'armée d'occupation présente pour les protéger.

Dans les seuls deux villages de al-Sawiyeh et de al-Janiyeh, 65 oliviers ont été pillés, rapportent les Rabbins pour les Droits de l'Homme qui se trouvaient sur place pour aider les Palestiniens, régulièrement attaqués à effectuer leur récolte annuelle.

Ces deniers ont réussi à faire arrêter quelques colons de "l'avant poste" (colonie "sauvage") de Zayit Raanan, tout en déclarant qu'"ils seront malheureusement vite relâchés et impunis comme d'habitude". Quand on sait que seulement 1, 9 % des plaintes déposées par les Palestiniens contre les attaques de colons, ne sont pas classées sans suite (source l'ONG israélienne "Yesh Din" qui signifie "Il y a une limite"), on se demande ce que fait la "communauté internationale" pendant ces violations flagrantes et systématiques du droit internationale ? "La colonisation est un crime contre l'humanité a dit Macron". Alors quelles sanctions ?

Sécurité à l'israélienne !

Les colons brûlent les oliviers à Naplouse, attaquent les voitures palestiniennes à Hébron et rasant des terres agricoles près de Béthléem. Mais à part cela Israël est un modèle de "sécurité" qui a tout un "savoir faire" à nous vendre !

Dans le village de KafQalil au sud de Naplouse, les colons israéliens se sont défoulés en brûlant les oliviers de Palestiniens après avoir répandu sur les murs du village des graffitis sur lesquels on pouvait lire " Mohamed est un porc" / Quelques jours plus tôt, ils avaient déjà fait une descente et déraciné 12 oliviers dans ce village, ainsi que 8 arbres fruitiers près de la colonie de Yitzhar, à quelques km au sud de Kafr Qalil.

Si vous trouvez de moins en moins d'huile d'olive palestinienne auprès des rares coopératives qui réussissent encore à en importer, et si celle-ci est de plus en plus chère, ne vous étonnez pas, c'est par centaines que les oliviers palestiniens, y compris centaines disparaissent en toute impunité.

Près de Hébron, les colons ne se gênent pas non plus pour caillasser les voitures des Palestiniens, comme ils viennent de le faire ce mardi, sans qu'aucun d'entre eux soit arrêté, alors que le même délit vaut jusqu'à 15 ans de prison aux Palestiniens, peine infligée notamment aux aux 5 enfants de Hares.

Ce même mardi, c'est aux terres agricoles de paysans palestiniens du villages de al-Khader, près de Béthléem que des colons armés s'en sont pris, rasant celles-ci pour mettre en place un système d'épuration des égouts pour les colonies voisines

Destructions systématique de maisons de familles palestiniennes

il ne se passe pas un seul jour sans que le gouvernement de Netanyahu ordonne des démolitions de maisons palestiniennes dans toute la Cisjordanie, ainsi que dans le Neguev. Quelques exemples parmi les plus récents.

Deux maisons supplémentaires ont été démolies mercredi à Jérusalem Est, dans les quartiers de al-Issawiya et de Shufat. Le prétexte est toujours le même : pas de permis de construire (alors même que la municipalité n'en délivre quasiment jamais aux Palestiniens, contrairement à ce qui se passe pour les colons). La destruction au bulldozer a causé des dommages aux maisons voisines, mais qui s'en soucie : il s'agissait de maisons également palestiniennes !

Et la municipalité de Jérusalem a annoncé qu'elle allait détruire 5 immeubles dans la zone de Kafr Aqab, annonce Haaretz. Selon le quotidien, "ces 5 immeubles regroupent 138 appartements, et donc autant de familles palestiniennes qui vont se retrouver à la rue, après avoir économisé shekel après shekel et vendu leurs bijoux, pour acquérir ces appartements qui leur ont été vendus."

La raison invoquée cette fois-ci par les autorités israéliennes est la construction d'une route à cet endroit pour relier la zone au checkpoint militaire de Qalandiya. Notons par ailleurs que, depuis 2001, aucun permis de construire n'a été délivré dans cette ville de Kafr Aqab. Depuis 1967, 55.000 logements pour colons ont été construits par le gouvernement à Jérusalem Est, contre 600 pour les Palestiniens — et la plupart de ces derniers datent d'il y a 40 ans.

Israël démolit un village bédouin pour la nième fois !

Le village bédouin de al-Araqib dans le désert du Néguev a été à nouveau démoli cette semaine. Les villageois avaient à nouveau reconstruit leurs maisons et structures le 25 octobre dernier, tandis que des tribunaux ont condamné cette fois-ci les villageois à payer à l'Etat d'Israël plus de 100.000 euros pour les coûts de démolition..... La fois précédente la facture annoncée avait été de plus de 500.000 euros pour les démolitions intervenues depuis 2010.

Al-Araqib fait partie de ces 35 villages Bedouins "non reconnus" par Israël, qui regroupent un total de quelque 160.000 personnes privées de tous droits depuis 1948, et qui avaient pourtant été déportés par Israël dans ces régions

Dans un autre village bédouin "non reconnu", privé d'électricité et d'eau courante, celui de Jabal al-Baba, dans le centre de la Cisjordanie, ce sont 300 autres habitants qui viennent de recevoir un ordre d'évacuation, après un raid des troupes d'occupation. Jabal Al-Baba, regroupe une centaine de constructions, dont 58 maisons et des structures dédiées à l'agriculture.

Israël a déjà démolit des dizaines de structures dans ce villages dont un bon nombre avaient été construites aec l'aide de l'Union Européenne et des ONG ces dernières années. En août dernier , c'est l'école primaire du village qui avait été détruite.

Plus de 55 familles habitent cet endroit depuis 65 ans et vivent sous la menace permanente des expulsions. Leur principal tort : être situées dans le "Corridor E1" qui doit relier Jérusalem Est annexée a la grande colonie de Maale Adumim, et où il est prévu de construire des milliers de maisons réservées aux seuls Juifs.

Nouveaux crimes de guerre israéliens , le17 août 2017

Israël a poursuivi cette semaine ses représailles sous forme de démolitions de maisons palestiniennes, punissant ainsi des familles entières, mises à la rue.

Ce jeudi matin, Israël a fait exploser une maison dans le village de Deir Abu Mashaal près de Ramallah. C'était pour punir un Palestinien qui a été assassiné par l'armée israélienne en juin dernier, après qu'il ait tué un soldat à Jérusalem Est, 22 membres de la famille Ankoush, ont ainsi été châtiés, enfants et bébés compris. L'explosion a entraîné un incendie, que les pompiers palestiniens ont dû venir éteindre.

Israël avait déjà détruit plusieurs autres maisons du quartier, ainsi que dans le village de Kobar en Cisjordanie, pour "venger" 3 colons, dont le meurtre aurait été commis, selon l'Israël, par Omar al-Abed, 19 ans, qui a été blessé, mais qui est détenu sans avoir été jugé, ni même inculpé à ce jour. Par la même occasion l'occupant a arrêté, sa mère, son père, ses deux frères et l'un de ses oncles !

Egalement dans les villages bédouins,

Et par la même occasion les bulldozers de Caterpillar ont également détruit 3 maisons ce jeudi dans des villages bédouins. Sous prétexte qu'ils n'avaient de permis de construire en bonne et due forme. Israël a décidé d'installer des communautés juives à la place des Bédouins qui résident depuis des siècles dans ces villages. Alors, il faut faire de la place !

Démolition de maisons palestiniennes : des députés israéliens proposent de tripler les frais des recours en justice !

Israël ne cessant de démolir les maisons palestiniennes, notamment à Jérusalem Est, les recours de victimes palestiniennes devant la Cour Suprême sont en hausse. Quel culot ! Des députés israéliens proposent donc de tripler le coût des requêtes devant cette cour, pour les seuls Palestiniens !



Cette initiative qui vise à faire passer les frais de requête de 1 786 à 5 400 shekels (Plus de 1200 euros), vise à contrer ce que son principal initiateur, le député du Likoud Yoav Kisch, a qualifié dans les colonnes du journal Haaretz « d'Intifada légale » menée par les Palestiniens et leurs représentants des ONG qui « inondent » la Cour Supême de requêtes concernant les démolitions de maisons construites sans permis préalable.

La proposition, qui vise officiellement les non-Israéliens et ceux qui les représentent, ne s'applique pas aux étrangers se portant candidat à l'immigration en Israël ou à l'obtention de la citoyenneté.

« Le nouveau front des organisations des droits de l'Homme contre Israël consiste à inonder le système judiciaire israélien de milliers de requêtes contre la démolition des constructions illégales », a déclaré Kisch à Haaretz. « Le poids de ces requêtes correspond à une Intifada légale, qui menace la Haute cour ».

« Nous parlons de plus de 1 000 requêtes par an soumise au nom des Palestiniens ou par eux. Une hausse du coût des frais pour tous ceux qui ne sont pas citoyens israéliens aurait pour objectif de prévenir et de réduire le phénomène de guerre d'usure judiciaire ».

Source : <http://fr.timesofisrael.com/des-deputes-de-la-coalition-veulent-tripler-le-cout-des-requetes-devant-la-haute-cour-pour-les-palestiniens/#.Wh6zCVolhf4.email>

Même les enfants palestiniens sont violentés, emprisonnés !

Deux associations israéliennes témoignent contre les violences de leur Etat sur les mineurs palestiniens, 31 octobre 2017

B'Tselem et Hamoked, deux associations israéliennes des droits de l'Homme viennent de rédiger un rapport dénonçant les conditions d'arrestation, d'interrogatoire, de "jugement", et de détention des adolescents de **Jérusalem Est** par l'Etat d'Israël. Intitulé "Sans défense : la détention des adolescents palestiniens à Jérusalem Est", le rapport décrit ce que nous savons déjà mais que la dite "communauté internationale" se refuse à sanctionner : les violations quotidiennes des droits de l'homme, du droit international, des droits des enfants et des propres lois israéliennes quand il s'agit de mineurs juifs israéliens.

Ces faits :

- adolescents palestiniens tirés de leur lit au milieu de la nuit, menottés, puis contraints à une longue attente avant que ne débute leur interrogatoire interminable alors qu'ils sont fatigués et cassés
- empêchés de parler avec un avocat ou leurs parents, non informés de la possibilité de garder le silence, menacés, agressés physiquement ou verbalement
- détenus dans des conditions très dures, coupés totalement de leur famille, elle même la plupart du temps non informée de ce qui arrive à leur enfant,
- contraints de signer des aveux, le plus souvent de jets de pierre, souvent faux, écrits dans une langue qu'ils ne comprennent pas et qui sont alors utilisés comme base de leur mise en accusation.
- jugés par des tribunaux où les juges prolongent pratiquement automatiquement la détention provisoire des garçons, même dans les cas d'arrestation injustifiée, y compris quand ces jeunes se plaignent d'avoir été brutalisés ou torturés. Dans certains cas, les mandats d'arrêt étaient déjà prêts, mais toutes les arrestations ont été rétroactivement approuvées par les tribunaux, qui ont par ailleurs répétitivement ratifié la détention provisoire des mineurs après l'arrestation initiale (injustifiée), y compris après la fin de l'interrogatoire,
Les témoignages ont été recueillis par B'Tselem et HaMoked auprès des adolescents de Jérusalem Est arrêtés et interrogés entre mai 2015 et octobre 2016.

Les deux ONG israéliennes soulignent que selon le droit israélien

1) les mineurs ne peuvent être arrêtés que dans de rares exceptions et, même alors, pour une période aussi courte que possible.

2) On ne peut utiliser des contraintes sur des mineurs que dans des cas exceptionnels et sur une durée aussi courte que possible. Alors que les témoignages recueillis montrent que dans 81 % des cas, les mineurs palestiniens ont été menottés avant d'être placés dans le véhicule qui les transportait vers l'interrogatoire. Soixante dix pour cent des garçons ont été maintenus sous contrainte pendant les séances d'interrogatoire, parfois menottés et entravés.

3) Le droit israélien interdit d'interroger des mineurs pendant la nuit, à quelques exceptions spécifiques près. Pourtant, un quart des garçons a dit avoir été interrogé de nuit. Par ailleurs, 91 % des garçons arrêtés chez eux l'ont été de nuit, alors que la plupart dormaient déjà. Ils sont arrivés à l'interrogatoire fatigués et effrayés après une nuit sans sommeil.

4) Les droits accordés aux mineurs (notamment la présence d'un avocat et des parents) ont été consacrés par la loi pour les aider à se protéger et atténuer l'immense déséquilibre de pouvoir entre eux et les interrogateurs", sont niés aux enfants palestiniens. Ceux-ci sont laissés seuls face à des "interrogateurs" qui ont la possibilité de les maltraiter physiquement et émotionnellement, sachant que leurs supérieurs ne considèrent rien d'interdit dans leur conduite, qu'en fait ils les soutiennent et qu'aucune action ne sera entamée contre eux. Policiers, gardiens de prison et interrogateurs peuvent librement continuer à faire du mal aux mineurs, est-il noté dans le rapport. Les menaces, privations de nourriture ou de boisson, ainsi que de toilettes sont monnaie courante.

5) La loi stipule que les mineurs doivent être détenus dans des conditions appropriées à leur âge, ce qui comporte une nourriture suffisante, des soins de santé, un accès à l'éducation, la visite de travailleurs sociaux et de membres de la famille et la possibilité de téléphoner à leur famille. Mais pour les mineurs palestiniens indique le rapport "nous sommes à des années lumière de ces dispositions et les enfants détenus ne peuvent conserver leur dignité.

"Cet aspect de la vie à Jérusalem Est ne peut être séparé de l'ensemble de la politique israélienne dans la ville", commente en conclusion le rapport.

Toutes les autorités israéliennes en place à Jérusalem Est suivent une politique qui vise à inciter les résidents palestiniens à quitter la ville. C'est pourquoi de stricts interdictions sévissent sur la construction d'habitations et les résidents de Jérusalem Est sont obligés de vivre les uns sur les autres ou – en l'absence de tout autre alternative – se risquent à construire sans permis et vivent alors dans la peur d'une démolition. C'est pourquoi sont mises en place des politiques empêchant le regroupement familial, interdisant aux résidents de Jérusalem Est qui ont épousé des résidents d'ailleurs en Cisjordanie ou de la

Bande de Gaza de vivre avec leur conjoint dans la ville. Les résidents de Jérusalem Est souffrent de la mauvaise qualité des infrastructures et d'un déficit chronique de services publics.

Source : http://www.btselem.org/publications/summaries/201710_unprotected

Stop à la torture des enfants palestiniens ! 11 octobre 2017

Une balle dans la tête pour un enfant de 11 ans, à Jérusalem Est, la semaine passée, arrestation de mineurs lors de "raids" de l'armée d'occupation dans les camps de réfugiés, détention de 20 enfants palestiniens entre le 12 et le 25 septembre, et tortures d'enfants rapportées à nouveau par Defence Children International !

Les enfants arrêtés sont systématiquement humiliés et torturés pendant les interrogatoires ou au sein de la prison d'Ofer, rapporte l'avocat Luay Akka.

Ainsi, indique-t-il, Suleiman Salem al-Dibs âgé de 14 ans, a été kidnappé par l'armée israélienne dans le camp de réfugiés d'Aïda à Béthléem, à 3 H du matin. Les soldats, après avoir saccagé le domicile familial, ont sorti Suleiman de sa maison, l'ont cogné contre un mur, et l'ont frappé, puis lui ont mis des menottes de manière très serrée et douloureuse, témoigne Defense Children International (DCI).

Ils ont continué à lui hurler dessus et à le brutaliser tout en l'embarquant dans leur véhicule. Suleiman a été menacé pendant son interrogatoire et rien ne lui a été donné pour soigner ses blessures à la bouche et sur tout le visage malgré sa douleur.

24 novembre 2017 Un enfant de 9 ans détenu par l'armée israélienne

Muhammad Ammar Daana, 9 ans, a été arrêté et détenu pendant les raids effectués en Cisjordanie, dans la nuit de mercredi à jeudi, par l'armée d'occupation. Les raids violents des troupes d'occupations se poursuivent dans de nombreuses villes et camps de réfugiés dont Hébron, Béthléem, Jénine, Tulkarem, et al-Jalazun à Ramallah.

A Qalqiliya, plus de 25 jeeps ont débarqué dans le village d'Azzun, faisant intrusion dans plus d'une trentaines de foyers, en menaçant tous les habitants d'arrestations s'ils ne dénonçaient pas les enfants qui jettent des pierres contre le soldats et les colons sur la route principale. Des jeunes ont été brutalisés par les soldats.

Rien qu'entre le 24 octobre et le 23 novembre, les nations Unies ont dénombré 166 raids et un nombre incalculable d'arrestations durant ces "descentes".

Addameer a recensé **6,198 Palestiniens actuellement détenus dans les prisons israéliennes**, soulignant que **40 % des Palestiniens seront faits prisonniers par Israël à un moment ou à un autre de leur vie.**

Un groupe de colons de Naplouse attaque et blesse un jeune de 16 ans. 7 septembre 2017

Sans raison particulière sinon la garantie de l'impunité, des colons ont lâchement attaqué en groupe Osama Daghlis, du village de Burqa, près de Naplouse, ce mercredi. Le jeune adolescent a été attaqué mercredi à coup d'objets tranchants sur une route près de la colonie illégale de Homesh. Le groupe de colons l'a déshabillé et frappé sur tout le corps.

Osama est actuellement soigné à l'hôpital public de Naplouse, en Cisjordanie occupée.

L'Etat policier, tel qu'exporté par Israël

"Israël a réussi à faire de 50 ans de résistance palestinienne contre l'occupation une petite entreprise, et vend maintenant le concept d'état policier au monde entier", souligne l'opposant israélien Jeff Halper*, qui appelle le monde à ne pas s'aligner sur ce modèle de terrorisme d'Etat. "L'Europe ne doit pas acheter ce qu'Israël vend pour combattre le terrorisme"

Chaque fois qu'un attentat terroriste se produit, les politiciens israéliens et les "experts" en sécurité critiquent la naïveté européenne à la télévision. Si seulement ils comprenaient le terrorisme comme nous le comprenons et prenaient les mesures préventives que nous prenons, disent-ils, ils subiraient bien moins d'attentats. Le plus tristement célèbre des commentaires à ce sujet fut celui du Ministre israélien des renseignements, Yisrael Katz, après l'attentat de Bruxelles en Mars 2016, dans lequel 34 personnes ont perdu la vie.

Plutôt que de présenter ses condoléances au nom de gouvernement israélien, il réprimanda les Belges de la manière la plus paternaliste qui soit. "Si en Belgique ils continuent à manger leur chocolat, à profiter de la vie, à se présenter comme de grands libéraux et démocrates et à ne pas considérer qu'une partie des Musulmans qui sont là-bas organisent des actes terroristes," déclara-t-il, "ils ne seront pas capables de se battre contre eux,."

Les Belges réagirent avec colère, ils comprennent que le gouvernement de Netanyahu propage quelque chose de bien plus insidieux que de simples précautions - bien plus encore que des armes, de la surveillance, des systèmes de sécurité et des modèles de contrôle de population qui sont le gagne-pain

des exportations israéliennes. Ce qu'Israël prône n'est rien d'autre qu'un tout nouveau concept d'état, un état policier.

Grâce à un important travail d'image, Israël a réussi à faire de 50 ans de résistance palestinienne à l'occupation, une petite entreprise. En la qualifiant de "terrorisme", il n'a pas seulement délégitimé la lutte palestinienne mais il a aussi transformé les territoires occupés en un laboratoire de lutte contre l'insurrection et de contrôle de populations, transformé les techniques de contrôle et les systèmes de surveillance qui les accompagnent en produits commercialisables. La police nationale israélienne organise des dizaines de programmes d'entraînement et de conférences avec les forces de police à travers le monde, en insistant sur "la lutte contre l'insurrection interne" et la pacification des populations difficiles.

- *Jeff Halper est un anthropologiste israélien, directeur du Comité israélien contre la démolition des maisons palestiniennes (ICAHN), et auteur de War Against the People : Israel, the Palestinians and Global Pacification (London, Pluto Books, 2015)*

Source : <http://www.haaretz.com/opinion/.premium-1.807941?v=005CAD130EFD10AFB0C91697DBDEA923&v=005CAD130EFD10AFB0C91697DBDEA923>

Et dans la vallée du Jourdain

30 novembre 2017 **Fermiers chassés de leurs terres dans la Vallée du Jourdain, pour cause d'exercices militaires** Les fermiers de la région de Tubas, dans la Vallée du Jourdain, au nord de la Cisjordanie occupée, ont reçu l'ordre, mercredi, d'évacuer leurs fermes et leurs animaux par l'armée israélienne pour un entraînement militaire de celle-ci sur leurs terres.



La Vallée du Jourdain, une des régions les plus fertiles de la Palestine occupée, est confisquée à 88 % par Israël, au prétexte que les accords d'Oslo lui donne un entier contrôle (zone C) sur cette zone.

Non content d'y cultiver pour leur propre bénéfice les produits, dont les dattes, qui sont ensuite exportées vers l'Europe, avec la mention "Israël", l'Etat Israël y a installé une série de "zones de feu", sortes de bases militaires occupant 57 % de la Vallée du Jourdain, sur lesquelles l'armée d'occupation peut s'entraîner à volonté, avec des balles réelles et des explosifs..

C'est ainsi que les villageois palestiniens de Sakout, près de Tubas, ont dû quitter mercredi matin en toute hâte leurs fermes et leur bétails et ne savent pas quand ils pourront y revenir.

Plus de 200 Palestiniens menacés d'expulsion dans la Vallée du Jourdain

Le « nettoyage ethnique » continue en Cisjordanie : plus de 30 familles palestiniennes des villages de Aïn al-Hilweh et Oum al-Jamal, dans la vallée du Jourdain, viennent de recevoir des ordres d'éviction émis par l'armée d'occupation israélienne. Cela représente plus de 200 habitants habitant la région et vivant de leur production agricole. Mahdi Daraghmed, membre du conseil municipal de la Vallée du Jourdain, précise que l'armée avait donné jusqu'au 9 novembre aux habitants pour démolir « volontairement » leurs habitations et quitter les lieux. « Nous nous attendons donc à ce que l'armée

arrive maintenant à tout moment avec ses forces et ses engins ».

À Gaza, prison à ciel ouvert,

Qu'arrive-t-il à deux millions d'êtres humains privés d'électricité presque tout le temps, de nuit comme de jour ? C'est ce qui est expérimenté à Gaza.

Gideon Levy, Middle East Eye, lundi 3 juillet 2017

<http://www.france-palestine.org/A-Gaza-Israel-fait-des-experimentations-sur-des-humains-en-situation-de-stress>

L'une des plus grandes expériences impliquant des sujets humains jamais réalisée est en train de se dérouler actuellement sous nos yeux, et le monde entier regarde les bras croisés. Ce projet vient d'atteindre son paroxysme dans l'indifférence générale. Il s'agit d'une expérience sur êtres humains pour laquelle aucune des institutions scientifiques internationales n'a obtenu l'approbation de la déclaration d'Helsinki. Son but ? Examiner les comportements humains dans des situations de tension extrême et de privations.

Jusqu'à présent, ils ont réussi d'une façon stupéfiante à résister à cette épreuve. Évidemment, on a certes constaté quelques turbulences dans la cocotte minute à l'intérieur de laquelle ils sont confinés, mais elle n'a pas encore explosé. La bande de Gaza est sous observation afin de déterminer quand et comment elle finira par exploser. Ce n'est visiblement qu'une question de temps.

Voici comment est présentée cette expérience par Israël, l'Autorité palestinienne et l'Égypte : qu'arrive-t-il quand deux millions d'êtres humains sont privés d'électricité presque tout le temps, de jour comme de nuit ? Que leur arrive-t-il en hiver et au printemps, et surtout maintenant que frappe la terrible chaleur de l'été au Moyen-Orient ?

Cette expérience, comme toutes celles de ce genre, s'échelonne en une succession de phases. On va faire cuire la grenouille dans de l'eau chauffée, progressivement, jusqu'à ébullition.

Pour commencer, Gaza fut privée d'électricité pendant environ huit heures sur 24, puis environ douze heures, et maintenant le temps de privation d'électricité a été porté à un tel niveau que les deux millions d'habitants de Gaza n'en disposent qu'environ 2 heures et demi sur 24. Examinons-en maintenant les effets sur les sujets. Voyons comment ils réagissent. Et que se passe-t-il quand on leur accorde l'électricité pendant seulement une heure par jour ? Ou pourquoi pas une heure par semaine ? Cette expérience n'en est qu'à ses débuts et personne ne peut prévoir comment elle va tourner.

Le lieu de cette expérience compte parmi les lambeaux de terre les plus maudits de la planète. La bande de Gaza (40 kilomètres de long, entre 5,7 et 12,5 kilomètres de large, une superficie totale de 365 kilomètres carrés) est l'un des endroits le plus densément peuplés au monde. La CIA estime qu'en juillet 2016 sa population avait atteint environ 1,7 millions d'habitants. L'Autorité palestinienne parlait, elle, de deux millions de résidents, dès octobre 2016. En tout cas, un million d'entre eux sont considérés comme réfugiés ou petits-enfants de réfugiés, dont la moitié environ vit toujours dans les camps.

Gaza est encerclée : au nord et à l'est, par Israël, au sud par l'Égypte et, à ses confins à l'ouest, par la mer, où les militaires israéliens exercent un contrôle absolu. Depuis que le Hamas a pris le contrôle de Gaza, Israël, en collaboration avec l'Égypte, a ordonné un siège. Siège qui s'est légèrement atténué au fil des années, mais qui n'en reste pas moins un, surtout quand il s'agit de franchir la frontière pour entrer et sortir de Gaza. Il lui est aussi pratiquement interdit d'exporter ses marchandises.

Gaza dispose d'une seule centrale électrique, incapable de générer toute l'électricité consommée. Cette centrale, lancée en 2002, avec une capacité de production d'environ 140 mégawatts, est limitée par la faible capacité de son réseau à transporter l'électricité. En 2006, elle ne produisait que 90 mégawatts, et devait dépendre des 120 mégawatts supplémentaires fournis par Israël, au prix fort, évidemment. Son fonctionnement est entièrement soumis au bon vouloir d'Israël, fournisseur exclusif en carburant et pièces de rechange. Depuis des années, les Gazaouis sont quotidiennement privés d'électricité pendant plusieurs heures. Certaines régions de Gaza, à l'ouest et au sud particulièrement, ne disposent que d'environ deux heures et demie d'électricité par 24 heures.

Récemment, un article paru dans Haaretz (le 4 juin) de Mohammed Azaizeh, qui travaille pour Gisha, une organisation israélienne de défense des droits de l'homme, a décrit ce qui se passait à l'Hôpital d'Al-Rantisi à Gaza. Au service pédiatrie, les enfants sont placés sous respirateur, mais comme l'électricité n'est disponible que quelques heures par jour, leur vie tient désormais au bon fonctionnement d'un générateur – qui parfois tombe en panne. Le directeur de l'hôpital, Dr Muhammad Abu Sulwaya donne une description catastrophique de son établissement. La situation est évidemment similaire dans tous les autres à Gaza.

À cause du manque d'électricité, l'eau propre manque et les égouts débordent d'eaux non traités qui inondent les rues. Gaza a l'habitude d'une telle situation, mais même l'incroyable et incomparable résilience des Gazaouis a ses limites.

Israël porte la plus grande partie de la responsabilité de cette situation, à

cause du siège qu'il impose, mais n'est certainement pas le seul coupable. L'Autorité palestinienne et l'Égypte sont parties prenantes à part entière dans ce crime.

Gaza, écrasée par des décennies d'opérations militaires israéliennes, assiégée depuis 2007, cruellement frappée actuellement par des coupures d'électricité, vit dans la peur d'une nouvelle guerre. Arrêt sur Info reproduit ci-dessous une interview de Christophe Oberlin - un des plus sincères et fins connaisseurs de ce qui se déroule à Gaza à l'insu du monde - auteur de « Chroniques de Gaza 2001-2011 » , un livre à lire absolument.

« *Chroniques de Gaza 2001-2011* » Dans une succession de très courts chapitres, son auteur, Christophe Oberlin, spécialiste français de la chirurgie de la main et de la microchirurgie, nous fait découvrir par petites touches, dans une langue simple et sobre, l'émouvante humanité d'un peuple et le courage avec lequel il affronte le siège cruel qui lui est imposé par l'occupant avec la lâche complicité de la « communauté internationale » et des médias occidentaux. Une succession d'épisodes et d'expériences, au contact de gens frappés par la violence, dévoilent la terrible réalité quotidienne.

Gaza assiégée : Un chirurgien témoigne

Propos recueillis par Silvia Cattori en avril 2011

Silvia Cattori : *Votre récit est très prenant [1]. Il nous fait entrer dans le quotidien de ces familles assiégées, en butte à des difficultés de tous ordres, qui survivent et se reconstruisent en se tournant vers l'avenir, quoi qu'Israël leur fasse. On comprend que dès votre arrivée à Gaza, en décembre 2001, c'est avec incrédulité que vous avez vu les avions de l'armée israélienne surgir à basse altitude, passer le mur du son, déverser des bombes sur une population pacifique. Dix ans après ce premier contact avec la violence, qu'est-ce qui a changé dans votre perception ?*

Christophe Oberlin : Ce qui a changé est qu'aujourd'hui je fais une corrélation entre ce que je vois sur place et ce qu'en disent nos médias et nos hommes politiques. La façon dont ils présentent les faits correspond rarement à ce que je constate sur place. Cela m'a irrité. J'ai alors cessé de m'abonner à certains journaux, j'ai cessé de lire et d'écouter les informations à la radio et à la télévision. Je privilégie une information de qualité à travers d'autres sources.

Silvia Cattori : *On comprend que, très vite, le chirurgien venu à Gaza pour sauver des vies, confronté à tant de corps mutilés, a été conduit à réfléchir sur l'arrière fond politique. Témoigner de ce que vous avez vu, rétablir une information politiquement biaisée par nos médias, était-ce pour vous une manière d'établir justice et dignité ?*

Christophe Oberlin : C'est très clair. Et c'est la raison pour laquelle depuis des années, je réagis, j'écris de petits témoignages et j'accepte de donner des conférences. Je suis allé opérer pendant des dizaines d'années dans d'autres pays sans jamais ressentir le besoin de m'exprimer. Mais dès lors que vous découvrez que les événements que vous avez vus, vécus, sont totalement déformés, cela vous met en colère. J'ai été invité à m'exprimer sur un plateau de France 24, après l'agression israélienne de 2008/2009. Le titre donné à l'émission était : *"Y a-t-il eu des crimes de guerre à Gaza ?"* Ce point d'interrogation était totalement déplacé ; comme le fait de savoir si les morts et les blessés étaient ou non des combattants. Étant sur place j'avais pu voir qu'il n'y avait quasiment que des civils, des familles entières. Dans ce contexte de désinformation on est donc forcément conduit à prendre la parole pour dire ce qui s'est réellement passé. On voit bien qu'en ce qui concerne les médias il y a une censure, une autocensure, et que ce que disent ou écrivent les rares témoins sur place ne les intéresse pas.

Silvia Cattori : *Au fil des pages on découvre des personnages poignants, comme le chirurgien Favez. On est stupéfait de voir, au travers de son parcours, que ces gens demeurent sans haine ni ressentiment. Et étonnamment optimistes. À votre avis, où puisent-ils la force de maintenir cette extraordinaire vitalité et humanité ?*

Christophe Oberlin : Je crois que cela fait partie du fond de l'humanité, que c'est inhérent à chaque individu. Tous ceux qui ont vécu dans ces enfers ont des récits identiques. Primo Levi en donne des exemples. Chacun d'entre nous a des capacités de résistance absolument extraordinaires qui se dévoilent dans des conditions extrêmes. Ce n'est pas particulier à Gaza. Il n'y a pas, à mon sens, des populations qui résistent mieux que d'autres. Mais il n'en est pas moins vrai que la résistance et l'endurance dont fait preuve la population de Gaza est admirable. Au sujet de Favez, je me souviens d'un matin où il était assez abattu. *"J'ai passé une mauvaise nuit. Ma belle-sœur est morte dans la nuit d'un cancer du sein. Je ne sais pas comment le dire à mon épouse,"* a-t-il dit en passant. Chez nous, on a les moyens de dépister ces cancers et de sauver la plupart des patientes. Là-bas non. La simplicité avec laquelle, ces gens assiégés par l'occupant vous parlent de leur quotidien, rendu encore plus atroce par les maladies qu'ils n'ont pas les moyens de soigner, est une leçon pour chacun de nous.

Silvia Cattori : *Avec quelles séquelles s'en sortent-ils ? En particulier les enfants ?*

Christophe Oberlin : On peut être surpris qu'il n'y ait pas plus de gens qui perdent la raison. J'ai parlé avec Maryvonne Bargues, un médecin psychiatre qui, pendant des années a fait un travail auprès de familles vivant à l'étroit, entassées dans dix mètres carrés, et dont des enfants, des proches, avaient

été gravement blessés ou tués. Son constat est étonnant. En dépit des conditions de vie épouvantables, il y a des récupérations psychologiques impressionnantes. Si vous allez vous promener aujourd'hui dans les rues de Gaza – au sortir d'une semaine de bombardements qui ont fait de nombreux tués et blessés – vous aurez l'impression d'une population qui vit en état de paix.

Silvia Cattori : *Vos descriptions de personnalités que vous avez bien connues, sont très élogieuses. On comprend que vous avez noué des liens de confiance réciproque. Et que malgré les drames vécus, ils sont restés pleinement humains. Le portrait que vous faites du chirurgien et responsable politique, Mahmoud Khalid al-Zahar, par exemple, est très impressionnant. Cela contraste singulièrement avec l'image fruste, voire exécrationnelle, qui est systématiquement véhiculée chez nous à leur sujet. En voyant la caricature qu'en ont faite les journalistes qui les ont, comme vous, rencontrés, qu'est-ce que cela vous inspire ?*

Christophe Oberlin : J'ai été et je reste scandalisé. En fait il faut savoir que les rares journalistes occidentaux qui vont à Gaza sont nécessairement accrédités par les autorités israéliennes. Pour moi le critère d'accréditation [2] semble clair : sont accrédités les journalistes dont les Israéliens sont assurés qu'ils dénigreront tout ce que fait le Hamas. Ce que j'affirme, j'ai eu l'occasion de l'observer maintes fois. Je n'ai jamais vu jusqu'à présent un journaliste, autorisé à entrer à Gaza par le passage d'Erez, écrire un article décrivant avec objectivité ce qui a été accompli sous l'administration du Hamas.

Silvia Cattori : *Cela nous oblige à nous interroger sur les a priori de ceux qui, au sein du mouvement international ont privilégié le camp des "laïcs", et considèrent l'Autorité palestinienne comme étant la représentante légitime [3]. Vous ont-ils adressé des reproches et demandé de vous expliquer sur la charte du Hamas qu'ils qualifient généralement d'antisémite [4] ?*

Christophe Oberlin : Malheureusement, il y a très peu de reproches directs. Je le regrette, car il est plus intéressant d'essayer de convaincre ceux qui ne sont pas de votre avis ! Tout simplement, ceux qui ne sont pas d'accord avec ce que je dis ou écris ne m'invitent pas. Au sein du mouvement de solidarité, la façon de lutter contre ceux qui disent des choses positives sur la gestion politique du Hamas, est de les marginaliser. Finalement, à leur échelle, leur manière de se comporter n'est guère différente de celle que nous connaissons avec les médias. Toutefois je suis invité à donner régulièrement des conférences en province. Là-bas, les militants ont une certaine indépendance par rapport à Paris, le siège du mouvement. Ils me disent m'inviter parce qu'ils sont intéressés à connaître tous les points de vue, tout en sachant que leur direction ne m'apprécie guère. À travers ces rencontres avec le public, je m'aperçois que, quand vous décrivez les faits et que l'on vous sent de bonne

foi, ont vous croit. Je ne raconte dans les “Chroniques de Gaza” que des faits rigoureusement exacts, des scènes que j’ai vécues, avec le minimum d’appréciations personnelles. Je crois que les faits parlent d’eux-mêmes, à chacun d’en tirer des conclusions.

Sur la charte du Hamas. Je n’ai pas cherché à devenir le spécialiste de la question mais il se trouve que, depuis 2001, à chaque retour de Gaza on m’a demandé de parler de ce qui se passe là-bas. D’une conférence à l’autre on vous pose des questions et cela vous oblige à approfondir vos connaissances. Cela m’a conduit à demander à mes interlocuteurs à Gaza, de s’expliquer notamment sur cette question de la charte du Hamas dont certains aspects sont considérés à juste titre chez nous comme inacceptables. Il m’a été répondu que cette charte, datant de 1988, a été écrite par quelques personnes. Que le Hamas était devenu depuis un parti politique et que, depuis 2006, à chaque échéance électorale il y avait un programme clair que l’on pouvait consulter et qui était la référence. Et que, par conséquent, cette charte n’avait plus cours.

Cela dit j’aimerais élargir un peu le débat. Cette manière de toujours s’appuyer sur l’accusation d’antisémitisme qui permet de jeter instantanément l’anathème sur tout ce qui a trait à la Palestine dès lors qu’il y a une phrase, un mot qui dérange ; c’est quand même un procédé extrêmement déloyal si on prend en compte le fait que les Palestiniens, dont des familles entières ont été décimées par des juifs, et chassées hors de chez elles en 1948, ont tout perdu. En Occident, dès que l’on prononce le mot “juif”, il y a des oreilles qui se dressent [5]. Mais c’est quand même au nom du judaïsme, de la conscience juive, qu’un État juif a été créé. Et c’est au nom d’un État qui se proclame juif que les autorités israéliennes persécutent tout ce qui n’est pas juif. Donc, demander à des Palestiniens qui ont été frappés dans leur chair, de ne pas dire qu’ils n’aiment pas leurs oppresseurs juifs, c’est quand même un peu fort. Qu’il puisse même y avoir ce que nous considérons comme des « dérapages » est quelque chose, à mon avis, de tout-à-fait véniel, au regard du sort qui leur est fait. Il est insensé de reprocher à ce peuple qui est opprimé au nom de l’État juif d’appeler “juif” son oppresseur. Ce délit d’antisémitisme que l’on recherche derrière tout propos, est quelque chose de profondément déloyal.

Silvia Cattori : *Vous décrivez avec une rare objectivité dans quelles circonstances le Hamas a été conduit, en juin 2007, à intervenir contre les milices du Fatah – financées et armées par les États-Unis en accord avec Israël – pour déjouer le plan secret qui devait aboutir à sa liquidation. Là aussi il y a un fossé entre ce que vous avez observé sur place, et ce que les “envoyés spéciaux” ou les partisans du Fatah en ont rapporté [6]. Toutes les preuves avaient été mises sur la table mais les journalistes ont continué de les ignorer. À croire que leurs mensonges devaient légitimer la continuation des opérations*

militaires contre le Hamas et le maintien au pouvoir de l'Autorité palestinienne ?

Christophe Oberlin : C'est une histoire affligeante. Mais c'est aussi une histoire qui se répète. Concernant la guerre d'indépendance algérienne par exemple, la résistance a reçu un fort soutien de la part d'une partie de la gauche, et des communistes notamment ; et, à partir du moment où il est apparu que l'Algérie indépendante n'allait pas basculer dans le camp socialiste, il y a eu un certain nombre de défections. Toujours en Algérie, en 1992, ce sont les mêmes qui ont soutenu ce qui est appelé pudiquement "l'interruption du processus électoral," en réalité un coup d'Etat militaire soutenu par les occidentaux, dont la conséquence a été une guerre avec 100 000 morts. À la victoire électorale du Hamas, on a vu instantanément le même phénomène se reproduire. Je me souviens d'une tribune libre écrite par un sioniste notoire intitulée : *"Hamas, l'ennemi commun."* À la dernière fête de l'Humanité, j'ai été approché par un militant qui soutenait une petite activité associative sur Gaza, "à condition que cela reste dans un cadre laïc."

Prétendre aller parler de laïcité dans un pays où 95% de la population a des sentiments religieux, c'est tout de même complètement décalé. Il faut savoir si l'on veut aider une cause parce qu'elle en vaut la peine, ou imposer un "modèle." Il est arrivé que des militants qui voulaient m'inviter à parler de mon livre s'affrontent au sein de leur comité avec des "laïcs" qui ne veulent en fait pas entendre parler du Hamas. Mépriser le Hamas, c'est mépriser la population qui l'a élu ! Gaza aujourd'hui est indissociable du vote Hamas. Et se limiter à parler de la Cisjordanie, c'est aller dans le sens américano-israélien de soutien indéfectible à "l'Autorité Palestinienne"... alors que l'on sait que des élections libres aujourd'hui en Cisjordanie donneraient vraisemblablement la victoire au Hamas.

Silvia Cattori : *Le chapitre de votre livre intitulé "Sara" est très fort. On en demeure pantois. Réunis par la veillée funèbre d'une vieille dame qui s'avère être la mère de Mohammed Dahlan [7], des cadres du Hamas argumentent courtoisement avec des partisans du Fatah. Ce genre de surprenant épisode, cette absence d'animosité de la part de ces cadres du Hamas, dont les militants sont torturés et jetés en prison en Cisjordanie par les forces de sécurité du Fatah, laissent-ils augurer que, demain, malgré les trahisons, une réconciliation soit possible ?*

Christophe Oberlin : J'ai assisté bien souvent à des scènes de cet ordre. Il m'est arrivé de me trouver dans une famille où étaient réunis à la même table des membres du Hamas et un de leurs cousins médecin qui était payé par la direction du Fatah, à condition qu'il n'aille pas travailler [8]. J'étais stupéfait du climat qui régnait. Il n'y avait que de petites piques, rien de méchant. Tout se disait sur le mode humoristique. Cette fraternité entre Palestiniens, je l'avais

observée avant le scrutin qui a porté le Hamas au pouvoir. Cela continue aujourd'hui. Je crois qu'une réconciliation est possible. Il n'y a pas de revendications de haine entre le Fatah et le Hamas. C'est une querelle de chefs. L'Autorité palestinienne ne représente même plus la base du Fatah. C'est une fausse querelle. Au niveau des électeurs, il n'y a pas d'animosité entre Hamas et Fatah. Si des élections étaient organisées dans des conditions électorales normales, cela se déroulerait de manière aussi paisible qu'en 2006.

Silvia Cattori : *On ne peut s'empêcher de penser qu'Israël n'aurait pas pu aller si loin si les idéologues qui dictent la ligne politique au lieu de soutenir le camp du Fatah - qui a opté pour la collaboration avec l'occupant - avaient clairement soutenu des forces qui refusaient cette voie là. Par ce genre de mésalliance, n'ont-ils pas rendu la tâche plus facile à Israël, prolongé les souffrances du peuple palestinien ?*

Christophe Oberlin : Bien entendu ils ont rendu la tâche plus facile à Israël. Cela dit, je ne crois pas qu'on aurait pu contenir l'escalade de violence à laquelle on assiste. Quand on voit ce qui est en train de se passer aujourd'hui, qui va, tout le laisse supposer, jusqu'à l'assassinat délibéré d'internationaux [9], quand on met ces faits en parallèle avec ce que les Palestiniens subissent depuis le début de la colonisation juive en Palestine, je crois malheureusement que le projet sioniste devait nécessairement passer par cette violence-là ; par toujours plus de violence.

Silvia Cattori : *En somme, l'élection du Hamas en 2006 fut, à maints égards, un moment de vérité qui a permis de dévoiler les compromissions, aussi en ce qui concerne les ONG. Vous racontez avoir été exclu par deux grandes ONG françaises qui ne protestent jamais publiquement quand leurs équipes médicales sont exposées aux humiliations et aux harcèlements des autorités israéliennes. Peut-on connaître le nom de ces ONG et quels prétextes elles ont invoqué pour vous priver de leur financement ?*

Christophe Oberlin : Il s'agit d'ONG qui font par ailleurs du bon travail : *Médecins du monde* et *Aide Médicale Internationale*. Ce sont des grosses organisations, au moins pour la première, qui comportent des administrations énormes. Il y a là des enjeux de pouvoir importants. Pour accéder à la présidence, à des hauts postes, les candidats sont prêts à se plier à toutes sortes de compromissions. Leurs responsables ne veulent pas que leurs équipes s'expriment. Je respecte cette position mais, concernant la Palestine, où les équipes médicales subissent régulièrement harcèlements et humiliations de la part des autorités israéliennes, je n'accepte pas de me taire. Il y a des cas où il est impératif de réagir.

Il y a eu des incidents dûment documentés et notifiés mais *Médecins du Monde* a refusé de protester. Le cas par exemple où l'un de mes collègues, qui se trouvait dans une ambulance avec un blessé, a été l'objet de tirs israéliens à

un check point, alors qu'il avait reçu juste avant l'autorisation de passer. Autre exemple, lorsque la police des frontières nous a confisqué à notre arrivée à l'aéroport Ben Gourion le matériel médical très coûteux et indispensable que nous apportions avec nous à Gaza ; ou encore quand il nous a été demandé de payer la taxe sur les produits de luxe, ce qui est illégal car c'était du matériel médical humanitaire ; ou quand les membres de nos équipes ont été humiliés, harcelés bloqués dès lors qu'ils ont un patronyme arabe, il n'y a jamais eu de protestation.

Silvia Cattori : *Vous révélez que, dès les premières heures de l'offensive israélienne en 2008, touchés par l'étendue du carnage, des chirurgiens de divers pays arabes et musulmans, dont une soixantaine d'Égyptiens, se sont rendus à Gaza, en entrant par les tunnels, et se sont tout de suite mis à opérer. Vous dites dans votre livre avoir été très impressionné par la compétence et l'efficacité avec laquelle ils opéraient de grands blessés et le rôle remarquable que ces médecins anonymes, que vous qualifiez d'"humanitaires sans spectacle", ont joué. Est-ce en cette solidarité discrète, qui contraste avec la lourdeur de nos ONG, que vous mettez votre espoir ?*

Christophe Oberlin : Tout à fait. Cela donnait une impression de puissance extraordinaire de voir tous ces chirurgiens hautement gradés, hautement compétents, qui étaient accourus à Gaza simplement parce que leurs collègues les avaient appelés, et qui déclaraient rester là "tant qu'on aurait besoin d'eux". Je me souviens d'avoir pensé à l'époque que la relève à l'Égypte de Moubarak était en face de moi.

Silvia Cattori : *Dans le chapitre de votre livre intitulé "Haro sur l'humanitaire," vous dressez un constat très inquiétant. Vous sentez que l'étau se resserre [10]. Cela laisse penser que les autorités israéliennes, en vous imposant des conditions de plus en plus contraignantes, cherchent à rendre de plus en plus difficile l'obtention de l'autorisation d'entrée en Palestine. Pensez-vous qu'elles iront jusqu'à priver la population de Gaza d'assistance [11] ?*

Christophe Oberlin : Les récents assassinats du militant italien Vittorio Arrigoni à Gaza et de l'acteur israélo/palestinien Juliano Mer Khamis à Hébron [12], m'ont donné un coup. On ne peut pas s'empêcher de penser à la main d'Israël derrière ces assassinats. Quelle meilleure façon, pour diaboliser les Palestiniens, pour briser le soutien de l'opinion internationale, que de faire assassiner deux figures charismatiques parmi les pacifistes ? Faire endosser à des Palestiniens manipulés un crime dont ils ne sont pas responsables ? Cela fait peur. Il y a là une escalade qui doit permettre à Israël de provoquer un sentiment d'horreur dans le monde entier vis-à-vis du Hamas. Et chacun se dit : le prochain pourrait être moi. Ce ne serait pas la première fois que la décision a été prise au plus haut niveau de l'État israélien de faire assassiner des internationaux. Il y a déjà eu des journalistes assassinés [13], d'autres ciblés

comme Jacques-Marie Bourget [14]. Il y a eu l'attaque de la marine israélienne contre la "Flottille de la Liberté," en mai 2010, qui a causé la mort de 9 humanitaires. Un monument à leur mémoire vient d'être érigé sur le port de Gaza.

Je crains de voir là le signe d'un raidissement israélien qui peut aller jusqu'à organiser des assassinats ciblés pour les faire ensuite passer pour des assassinats commis par le Hamas. On peut aussi penser que c'est là une crispation ultime d'un pouvoir qui est mis sous la pression de mouvements de protestations contre lesquels il perd prise.

Silvia Cattori : *Vous avez assisté à des scènes d'une cruauté insoutenable. Vous étiez là bas, quand des soldats israéliens ont délibérément tiré sur le corps à terre d'un jeune cameraman palestinien [15]. Que ressentiez-vous quand vous vous êtes trouvé en face de ce patient qui venait d'être amputé de ses deux jambes ?*

Christophe Oberlin : Je supporte de voir de grands blessés dans une salle d'opération mais de voir la violence s'exercer en dehors de ce cadre, même au cinéma, est pour moi quelque chose d'insupportable. Quand j'ai vu Mohamed Ghanem à l'hôpital, je n'étais pas simplement écoeuré par le sadisme du soldat qui avait ajusté une demi douzaine de tirs sur le cameraman qui était à terre (tout cela a été filmé par les médias arabes qui étaient sur place), j'étais aussi honteux, car je savais qu'il n'y aurait ni enquête, ni sanctions.

J'ai fait des gardes de grosses traumatologies durant plus de 15 ans. Spécialisé dans les réparations des traumatismes sévères, la microchirurgie des vaisseaux et des nerfs, j'ai été amené à recevoir dans les salles d'opérations des gens qui tentaient de se suicider en se jetant sous les rails du métro. Quand on voit un homme avec des blessures épouvantables en salle d'opération, on compatit bien évidemment. Mais on est occupé à réfléchir, à décider de la conduite à tenir. À stopper l'hémorragie pour sauver la vie du patient. À voir ce que l'on peut faire pour préserver la fonction. Et enfin à opérer. Les opérations sont très longues et il faut s'arrêter d'opérer parce que le patient ne va pas bien, il faut renoncer à la reconstruction ou il faut amputer. Cela fait partie de l'entraînement chirurgical. Ce sont des notions que j'ai apprises.

Quand on voit arriver ces très grands blessés, on se concentre sur leur prise en charge. J'ai vu durant l'agression israélienne en 2009, des chirurgiens palestiniens qui n'en pouvaient plus, craquer, s'effondrer, mais ceci en dehors des salles d'opérations. Dans l'urgence, tout de monde travaille bien, sans panique, et c'est aussi pour nous une leçon. Mais il y a des images, des scènes qui vous marquent de manière indélébile, comme elles marquent les Palestiniens. Ce sont elles qui construisent la résistance.

Propos recueillis par Silvia Cattori en avril 2011

[1] *"Chroniques de Gaza 2001-2011"*, par Christophe Oberlin, Editions Demi-Lune, 2011.

[2] La carte de presse israélienne, qui facilite aux journalistes les déplacements en Cisjordanie, est délivrée par un "Service de presse" situé à Jérusalem Ouest. Ce service dépend de la Défense, des services de propagande militaire, et des services de renseignements israéliens. L'autorisation qui permet d'entrer à Gaza n'est délivrée qu'au compte gouttes.

[3] A l'issue des élections de janvier 2006 le Hamas a remporté la majorité absolue des sièges au Conseil législatif palestinien. L'Autorité Palestinienne à Ramallah - c'est-à-dire le Fatah qui a perdu le scrutin - n'a pas quitté le pouvoir en dépit du fait qu'elle n'avait plus de mandat.

[4] Après l'élection du Hamas en 2006 les dirigeants du mouvement de solidarité ont eux aussi contribué à renforcer a priori que la charte du Hamas est "antisémite". La propagande des gouvernements israéliens successifs, se servant de la charte du Hamas pour le criminaliser, est malheureusement exploitée par tous ceux qui privilégient les "laïcs" pour discréditer ce mouvement politique et religieux palestinien qui se revendique de la résistance. Cette propagande a largement perverti et ralenti l'action du mouvement de solidarité.

[5] Les ressortissants de l'État juif d'Israël sont de citoyenneté israélienne mais - bien des gens l'ignorent - la nationalité israélienne n'existe pas sur leurs documents. Sur la carte d'identité d'un citoyen israélien de confession juive la nationalité indiquée est "Juive". Tandis que la nationalité des citoyens non-Juifs, est définie comme Arabe, Druze, Russe, Turque, etc. Quand les Palestiniens disent les "juifs", c'est donc en conformité avec la citoyenneté juive des Israéliens ; et nullement le signe d'une "hostilité envers les juifs", d'un "antisémitisme", comme on le leur reproche sans cesse pour des raisons de propagande.

[6] Ce plan secret, établi par les États-Unis et Israël en collusion avec la direction de Ramallah, avait du reste été révélé par un journaliste fort bien renseigné, David Rose, en mars 2008 Voir :

□ *"The Gaza Bombshell,"* par David Rose, Vanity Fair, Numéro d'avril 2008.

□ [7] Mohammed Dahlan, hier l'homme fort du Fatah à Gaza, est honni par la population.

[8] Après la reprise en main de l'administration de Gaza par le Hamas, le Fatah resté illégitimement au pouvoir à Ramallah a annoncé aux 77'000 fonctionnaires de Gaza qu'il leur serait versé un salaire s'ils refusaient d'aller travailler tant que le Hamas était au pouvoir. Par contre les fonctionnaires qui eux sont allés travailler et font fonctionner l'administration et les services public dirigés par le Hamas, ne reçoivent plus aucun salaire de l'Autorité palestinienne.

[9] Christophe Oberlin fait allusion aux assassinats de deux militants de la solidarité avec la Palestine : Juliano Mer Khamis et Vittorio Arrigoni. Voir :

□ *"Militant pour la paix, Mer Khamis a été assassiné à Jénine"*, par Conal Urqhart, The Guardian, 4 avril 2011. □

[10] Les humanitaires qui se rendent à Gaza doivent demander leur accréditation au COGAT, le service de l'armée israélienne qui délivre le permis d'entrer à Gaza.

[11] Pour entrer en Cisjordanie et Gaza, qui sont des prisons sous le contrôle de l'occupant, il y a l'obligation de passer par le territoire israélien. Les autorités israéliennes s'octroient le droit de mettre un veto à l'entrée en Israël de gens qui, eux, veulent uniquement se rendre dans les territoires occupés, et dont elles redoutent la critique.

[12] Voir note (9).

[13] - Raffaele Ciriello, journaliste italien a été délibérément tué par l'armée israélienne à Ramallah le 13 mars 2002.

- James Miller, 34 ans, journaliste et producteur britannique portait un gilet pare-balles marqué "PRESS" et un drapeau blanc quand il a été tué intentionnellement à Rafah le 2 mai 2003, par un soldat israélien alors qu'il filmait un documentaire intitulé "La mort à Gaza"

[14] Le journaliste Jacques-Marie Bourget a été grièvement blessé au poumon et au bras, le 21 octobre 2000 à Ramallah, par une balle tirée par un soldat israélien.

[15] Voir :

□ "[La barbarie des soldats israéliens filmée sur le vif](#)", par Silvia Cattori, 6 juillet 2007.

Les Chrétiens de Palestine appellent à amplifier la campagne de boycott contre Israël

"En réponse à la guerre menée par Israël contre la campagne BDS, nous vous appelons à intensifier cette dernière" écrivent les Chrétiens de Palestine au Conseil Mondial des Eglises et au Mouvement Ecuménique. "Tandis que nous nous rencontrons ce mois-ci à Béthléem, en Palestine occupée, nous continuons à souffrir de 100 ans d'injustice et d'oppression qui ont commencé avec la Déclaration Balfour, qui se sont intensifiés avec la Nakba et les réfugiés, suivis par l'occupation de La Cisjordanie, dont Jérusalem est, et Gaza. Nous subissons la fragmentation de notre peuple et de notre terre par le biais de politiques d'isolement et de confiscation, la construction de colonies réservées aux Juifs et le Mur de l'Apartheid" (...)

"Cent ans plus tard, avec des milliers de vies perdues, des villes et des villages rasés de la surface de la terre — mais pas de nos mémoires — des millions de réfugiés, des milliers de maisons démolies, l'emprisonnement massif des Palestiniens, notre Nakba se poursuit. Et nous sommes dans l'impasse, car malgré les promesses, les résolutions de l'ONU, les négociations sans fin, et les appels de religieux, nous sommes toujours privés de notre liberté et de notre indépendance. En termes d'humanité, nous avons atteint le moment de l'impossible", selon les termes du Patriarche latin, Mgr Sabbah.

Israël essaie même désormais d'empêcher les pèlerins de se rendre à Béthléem, la cité d'Emmanuel !

Nous vous demandons instamment :

- de nommer les choses par leur nom : Israël est un Etat d'apartheid, selon le droit international, et les constats faits par Desmond Tutu en personne. Il n'est pas possible que des Etats et des églises continuent à avoir des relations avec Israël, comme si la situation était normale, en ignorant l'occupation, la discrimination et les morts quotidiennes sur notre terre. De la même manière que les églises se sont unies pour mettre fin à l'apartheid en Afrique du sud, nous vous appelons à en faire autant maintenant.
- de condamner en tant qu'injuste la Déclaration Balfour sans équivoque, et demander au Royaume Uni de reconnaître sa faute envers les Palestiniens et de leur offrir des compensations pour les pertes subies.

- de vous opposer à tout groupe chrétien ou de théologie qui justifierait l'occupation et les privilèges d'une nation par rapport à une autre, sur la base de différences ethniques. Vous devez être fidèle aux positions énoncées dans le document de Kairos Palestine, et organiser des conférences sur ce thème.
- de prendre fermement position contre l'extrémisme religieux et la volonté de créer un Etat religieux sur notre terre ou dans notre région, et de prendre en compte notre lutte ici. avant d'émettre des positions sur ce sujet
- de revoir vos relations avec vos partenaires religieux, quitte à couper tout dialogue si l'occupation et les injustices imposées en Palestine et en Israel ne sont pas remises en cause.
- de faire la promotion auprès de tous les responsables de l'Eglise, des visites et pèlerinages à Béthléem, sous la direction des agences de tourisme palestiniennes, en refusant de vous soumettre aux tentatives d'Israel de les empêcher.

- de défendre notre droit et notre devoir de résister à l'occupation de manière créative et non violente. De défendre toutes les mesures économiques, sportives, culturelles, universitaires, qui peuvent faire pression sur Israel pour qu'il cesse l'occupation et respecte le droit international, comme le droit au retour des réfugiés palestiniens sur leurs terres. C'est notre dernier levier. Et il est important que vous intensifiez ces mesures face à la guerre menée par Israel contre BDS.
 (...)

Nous avons dépassé le stade l'urgence. Nous sommes au bord de la catastrophe. L'actuel statu quo est insoutenable. En tant que communauté palestinienne chrétienne ceci est sans doute notre dernière chance de sauver une présence chrétienne sur cette terre.

Lettre ouverte envoyée le 12 Juin 2017 au Conseil Mondial des Eglises par :

De Jerusalem : Arab Catholic Scouts Group, Arab Orthodox Society - Jerusalem, Caritas- Jerusalem, Department of Service to Palestinian Refugees- Middle East Council of Churches, Greek Catholic Sayedat AlBishara Association, International Christian Committee , Laity Committee in the Holy Land , National Christian Association, Pontifical Mission Palestine, SABEEL - Ecumenical Liberation Theology Center, Seeds of Better life, Union of Arab Orthodox Club - Jerusalem, Young Men's Christian Association -YMCA, Young Women's Christian Association -YWCA.

De Gaza : NECC office, Bethlehem (NCOB) , Network of Christian Organizations in Bethlehem, The East Jerusalem YMCA /Beit Sahour Branch, The Arab Educational Institute,, Holy Land Trust, Bethlehem, Wi'am Center, Bethlehem, Saint Afram Assyrian Society,

De Bethlehem :Holy Land Christians Ecumenical Foundation, Bethlehem Joint Advocacy Initiative (JAI), Arab Orthodox Club, Beit Sahour, Arab Orthodox Club, Beit Jala, Arab Orthodox Club, Bethlehem, The Arab Orthodox Charitable Society, Beit Sahour, Bethlehem Bible Collegen Siraj Center for Holy Land Studies, Alternative Tourism Group, ATG, Beit Sahour, Senior Citizen Charitable Society, Environmental

educational Center, Beit Jala, Saint Vincent Charitable Society, Beit Jala, Shepherds' Children Society, Beit Sahour, KAIROS PALESTINE.

<https://www.article1collective.org/2017/06/open-letter-from-christian-palestinians-to-the-world-council-of-churches-and-the-ecumenical-movement/>

Et il vaut mieux éviter que des témoins médiatiques viennent rendre compte de ce qui se passe,

Territoires palestiniens occupés : 50 ans de violations de droits humains, (Par Camille Blanc, présidente d'Amnesty International France) - Le 29 novembre,

l'Organisation des Nations unies célèbre tous les ans la journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien. Depuis un demi-siècle, l'occupation israélienne de la Cisjordanie, y compris de Jérusalem-Est et de la bande de Gaza, entraîne des violations systématiques des droits humains des Palestiniens vivant dans ces territoires.



Les politiques impitoyables de colonisation illégale avec l'intensification des expropriations menées par Israël, la confiscation des terres et l'accaparement des ressources naturelles associées à la discrimination omniprésente, causent d'immenses souffrances aux Palestiniens et les privent de leurs droits fondamentaux.

Le régime militaire mis en place par Israël en Cisjordanie occupée est au service du maintien de ces politiques. En effet, il bouleverse tous les aspects de la vie quotidienne des Palestiniens. Il détermine s'ils peuvent, quand ils peuvent et comment ils peuvent se déplacer pour aller travailler ou à l'école, se rendre à l'étranger, rendre visite à leurs proches, gagner leur vie, participer à une manifestation, accéder à leurs terres agricoles ou même avoir accès à l'électricité ou à une source d'eau potable. Ce régime de coercition, imposé aux Palestiniens de Cisjordanie, entraîne une humiliation, une peur et une

oppression quotidiennes. Israël retient de fait ces personnes prisonnières sur leur propre sol. Israël a également adopté un ensemble complexe de lois militaires destinées à étouffer la critique de ses politiques. Certains hauts responsables du gouvernement ont qualifié de « traîtres » les Israéliens faisant campagne pour le respect des droits des Palestiniens.

La colonisation de la Cisjordanie, y compris de Jérusalem-Est, n'a fait que se renforcer depuis le début de l'occupation en 1967 et s'est accélérée depuis les Accords d'Oslo de 1993. Ces 25 dernières années, le nombre de colons a plus que triplé, passant de 250 000 à 621 000, représentant aujourd'hui 1/5 des territoires palestiniens occupés.

La politique de colonisation d'Israël constitue une violation flagrante du droit international humanitaire. Son illégalité a été réaffirmée par la résolution 2334 du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptée en décembre 2016. Selon le statut de Rome de la Cour pénale Internationale, la colonisation constitue un crime de guerre. L'article 49 de la Quatrième Convention de Genève stipule que : « la Puissance occupante ne pourra procéder à la déportation ou au transfert d'une partie de sa propre population civile dans le territoire occupé par elle ». La Cour internationale de Justice a conclu, notamment, que les colonies de peuplement d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, avaient été établies en violation du droit international.

Malgré ce constat, des dizaines de millions de dollars sont générés par l'exportation de biens produits dans les colonies chaque année au détriment de l'économie palestinienne. Ces profits contribuent à préserver et développer ces colonies par l'appropriation illégale des ressources palestiniennes telles que l'eau, les terres fertiles, les carrières de pierre et les minéraux.

C'est pourquoi Amnesty International, comme le Conseil de sécurité des Nations unies demandent à Israël de démanteler toutes ses colonies et transférer les colons en dehors des Territoires palestiniens occupés pour cesser d'exploiter les ressources des territoires occupés au profit de la puissance occupante.

Afin de dénoncer 50 années de l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza par Israël, Amnesty International a lancé le 5 juin 2017 une campagne qui rejoint celle de la Plateforme française des ONG pour la Palestine : nous appelons les gouvernements du monde entier à interdire l'importation de biens produits dans les colonies illégales, et à interdire aux entreprises le maintien d'activités économiques dans ou avec les colonies. Il s'agit ainsi de cesser tout soutien économique à ces colonies illégales.

Source : <https://www.amnesty.fr/justice-internationale-et-impunite/petitions/interdisez-limportation-des-produits-issus-des-colonies-israeliennes>

Un représentant d'Amnesty International interdit de rentrer en Palestine par Israël

Un représentant de la branche américaine d'Amnesty International, Raed Jarrar, Directeur de la branche Moyen-Orient, a été refoulé par les autorités israéliennes à la frontière entre la Jordanie et la Cisjordanie, pour faire payer à l'ONG internationale ses positions contre la colonisation.....

Et à l'ONU ? Il faut sanctionner Israël, réclame le rapporteur spécial de l'ONU sur les territoires palestiniens occupés

Seules des sanctions multiformes dans les domaines de la Coopération militaire, économique, culturelle ou encore sportive contraindront Israël à reculer, et à mettre fin à l'occupation, a annoncé le rapporteur spécial des Nations-Unies pour les territoires palestiniens occupés, le Professeur Michael Lynk. en présence de la plus longue occupation militaire des temps modernes, et on n'en voit pas le bout ».

De fait, a-t-il poursuivi, cela fait longtemps que l'occupation israélienne des territoires de Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est est devenue complètement illégale, explique-t-il.

Le droit international prévoit, certes, des situations où une puissance peut occuper légalement des territoires qui ne lui appartiennent pas. Mais ce régime est soumis au respect de conditions qu'Israël a sans vergogne enfreintes depuis le début de l'occupation en 1967. Pour qu'une occupation puisse prétendre à un minimum de légalité, il faut en effet qu'elle soit temporaire, qu'elle ne comporte aucune annexion de territoire, et que la puissance occupante agisse dans l'intérêt des populations qu'elle contrôle. Toutes choses qu'Israël viole impunément depuis des décennies, que ce soit avec la colonisation, la répression des populations palestiniennes, ou encore l'annexion de Jérusalem-Est.

Israël est en infraction avec 40 résolutions du Conseil de Sécurité des Nations-Unies et plus de 100 résolutions de l'Assemblée Générale de l'ONU, et pourtant il ne se passe rien, note le Pr Lynk. « La communauté internationale n'a apporté aucune réplique à la politique israélienne de fragmentation des territoires palestiniens, alors même que le droit international dispose d'instruments juridiques solides pour s'y opposer », ajoute-t-il. Lesquels ?

Il est d'abord essentiel que l'Assemblée Générale des Nations-Unies fasse une première démarche toute simple, en demandant à la Cour Internationale de Justice de se prononcer sur l'illégalité de l'occupation israélienne, et de constater celle-ci. Cette démarche a très peu été utilisée dans les relations internationales, mais elle a au moins un précédent, a expliqué Michael Lynk, un

professeur de droit de nationalité canadienne : en 1971, la Cour Internationale de Justice, dont le siège est à La Haye (Pays-Bas) avait constaté l'illégalité de l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud de l'apartheid.

Mais bizarrement, aucune procédure de ce genre n'a à ce jour été entamée à propos de l'occupation israélienne vieille d'un demi-siècle, alors que sur un sujet connexe, l'illégalité du Mur d'annexion, cette même Cour Internationale de Justice a déjà eu l'occasion de se prononcer, dès 2004.

« La reconnaissance formelle de l'illégalité de l'occupation israélienne changerait la donne en ce qui concerne les obligations de la communauté internationale quant à ses relations avec Israël ». « Israël n'est pas la Corée du Nord ; son économie dépend beaucoup du commerce international, notamment avec l'Europe et l'Amérique du Nord », a détaillé Michael Lynk au cours d'une conférence de presse jeudi à New-York.

« Que se passerait-il si du jour au lendemain, les citoyens israéliens avaient besoin de visas pour voyager à l'étranger ? Et s'il était mis fin au traitement préférentiel de son commerce avec l'Union européenne ? Et s'il était mis fin aux accords multiples de coopération militaire, économique, universitaire ? Il n'y a pas de doute qu'on observerait alors un changement radical de l'attitude israélienne vis-à-vis des Palestiniens », a-t-il plaidé.

« Des citoyens israéliens de conscience supplient la communauté internationale d'exercer une pression effective pour mettre un terme à l'occupation. Le moment est venu » a-t-il conclu.

<http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=22315&LangID=E>